Solidarité avec Fatiha Agag-Boudjalat !

dimanche 10 janvier 2021

Solidarité avec Fatiha Agag-Boudjalat !

Fatiha Agag-Boudjalat est professeur en collège. Elle enseigne l'histoire-géographie en REP à Toulouse. Née dans une famille musulmane, elle n'a jamais renié sa foi. Mais elle est aussi une infatigable combattante de la laïcité. « La loi est supérieure à la foi », répète-t-elle. Elle est la vivante incarnation des « valeurs de la république » comme on dit sans trop penser à ce que tout cela veut dire. Fatiha Agag-Boudjalat a écrit deux essais ayant rencontré un certain succès, *Le grand détournement* (2017) et *Combattre le voilement* (2019). Son action, laïque, républicaine et féministe, son engagement comme professeur sont la meilleure réfutation des âneries des islamo-gauchistes et des activités délétères menées autour des sphères CCIF et autres brigades de lutte contre la prétendue « islamophobie ». Tout cela lui a déjà valu d'être poursuivie en justice par la coqueluche de la presse new-yorkaise, Mme Rokhaya Diallo. Mais une nouvelle étape a été franchie dans l'offensive pour faire taire Fatiha. Alors qu'elle dénonce dans l'administration de l'EN « le temple de toutes les lâchetés », les couards de la hiérarchie viennent de recevoir un soutien précieux : celui de deux syndicats d'enseignants, la CGT-éduc'Action 31 et SUD-éducation 31-65. Après qu'elle a rapporté sur les réseaux sociaux que plusieurs élèves de son établissement ont refusé de s'associer à la minute de silence en hommage à Samuel Paty. Les deux organisations « syndicales » (sic) en appellent au rectorat pour qu'il sanctionne Fatiha car ses propos seraient discriminatoires et attenteraient à l'obligation de « discrétion professionnelle ».

Voilà un pas supplémentaire qui est fait dans la colonisation du mouvement syndical par l'islamisme et ses idiots utiles. Sud-éducation s'était déjà fait remarquer pour avoir organisé un « stage syndical » (donc pris sur le temps de travail) interdit aux « blancs ». La CGT éduc'action s'était manifestée dans diverses universités pour son soutien aux indigénistes. On sait, par ailleurs que certains secteurs de la confédération sont colonisés par les islamistes — ainsi les transports parisiens. Mais là un pas de plus est fait : on appelle à la répression contre les militants laïques et on justifie par avance les violences dont pourrait être victime le professeur. Fatiha Agag-Boudjalat a d'ailleurs demandé de bénéficier de la protection fonctionnelle.

Notre soutien à Fatiha Boudjalat est entier. Cela va de soi. Il convient maintenant de s'interroger sérieusement sur la désagrégation du mouvement syndical par l'entrisme islamiste secondé par les gauchistes et les vieux staliniens convertis — on n'oubliera pas que le mouvement indigéniste PIR a d'abord été propulsé par une partie de l'appareil du parti communiste…